



**l'Assurance
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

Vendée

FORMATION A LA COMMUNICATION NON VIOLENTE

Marché à procédure adaptée n°2025-RH-02

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVE (CCAP)

POUVOIR ADJUDICATEUR :

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE VENDEE

61, Rue Alain

85931 LA ROCHE-SUR-YON Cedex 9

REPRESENTÉE PAR :

Monsieur le Directeur de la CPAM de Vendée, Monsieur Mickaël GAUTRONNEAU.

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	3
1 – CONTEXTE	3
2 - OBJET DU MARCHÉ.....	3
2 - FORME, DURÉE DU MARCHÉ ET RECONDUCTION	3
2-1 – FORME DU MARCHÉ	3
2-2 – DURÉE DU MARCHÉ – RECONDUCTION	3
3– PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	3
3-1 – PIÈCES GÉNÉRALES	3
3-2 – PIÈCES PARTICULIÈRES	4
CHAPITRE 2 : EXÉCUTION DU MARCHÉ	4
4 – PRESTATIONS ATTENDUES.....	4
5 – REPRESENTANT ET CORRESPONDANTS DU TITULAIRE	4
6 – LIEUX ET HORAIRES D’EXÉCUTION.....	4
7 – PRESTATIONS SIMILAIRES	4
8–OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉS DU TITULAIRE	5
8-1 – DÉMARCHE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIÉTALE À ADOPTER PAR LE TITULAIRE	5
8-2 – RESPONSABILITÉ SUR LES INSTALLATIONS	5
8-3 – RESPONSABILITÉ À L’ÉGARD DE SON PERSONNEL.....	5
9 – DOCUMENTATION - LANGUE.....	5
10 – RÉGLEMENT GÉNÉRAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES	6
11 – POLITIQUE DE SÉCURITÉ DE LA CPAM DE VENDÉE	7
11-1 – CONFIDENTIALITÉ	7
11-2 – DISPONIBILITÉ.....	8
11-3 – INTÉGRITÉ	8
11-4 – PREUVE (RELEVÉ DE PRÉSENCE DU PERSONNEL DU TITULAIRE).....	8
12 – SOUS-TRAITANCE.....	8
CHAPITRE 3 : CONDITIONS FINANCIÈRES - PÉNALITÉS	9
13 – PRIX	9
13-1 – NATURE ET CONTENU DES PRIX.....	9
13-1 – RÉVISION DES PRIX.....	9
14 – FACTURATION	9
14-1 – FACTURATION	9
14-2 – DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT ET INTÉRÊTS MORATOIRES	10
15 – AVANCE FORFAITAIRE	11
16 – CÉSSION - NANTISSEMENT.....	11
17 – PÉNALITÉS	11
17-1 – PÉNALITÉS POUR TRAVAIL DISSIMULÉ	11
17-2 – PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DU PLANNING VALIDE	11
CHAPITRE 4 : AUTRES DISPOSITIONS.....	12
18 – ASSURANCES.....	12
19 – CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE	12
19-1 – CHANGEMENT SANS CRÉATION D’UNE NOUVELLE PERSONNE MORALE	12
19-2 – CHANGEMENT ENTRAÎNANT LA CRÉATION D’UNE NOUVELLE PERSONNE MORALE.....	12
20 – SITUATION FISCALE ET SOCIALE	12
21 – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ.....	12
22 – RÉSILIATION.....	13
22-1 – RÉSILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE.....	13
22-2 – RÉSILIATION DU FAIT DE LA CPAM DE VENDÉE	14
23 – LITIGES.....	14
23 – ÉVOLUTION DE LA LEGISLATION	14
24 – DÉROGATIONS AU CCAG-FCS	14

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1 – Contexte

La CPAM de Vendée a la volonté d'apporter à tous ses usagers et partenaires la plus haute qualité de service et de placer son public au cœur de ses préoccupations. Pour maintenir cette qualité de service, les salariés de l'organisme doivent se former de façon continue et appropriée aux besoins.

Dans le cadre de son plan d'action « Qualité de Vie au Travail », la CPAM de Vendée souhaite déployer auprès de ses salariés une action de formation sur le thème de la Communication Non Violente.

2 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet la formation sur le thème de la communication non violente des agents de la CPAM de Vendée.

Le présent marché fixe les conditions et modalités du partenariat entre le Titulaire et la CPAM de Vendée. Cette dernière consent au Titulaire un prêt à usage portant sur les locaux et autorise le Titulaire à proposer, sous son entière responsabilité, aux salariés, les services détaillés en annexe 1 des présentes.

Code CPV : 80522000

2 - Forme, durée du marché et reconduction

2-1 – Forme du marché

Le présent marché est soumis au code de la commande publique. La procédure de passation des marchés est celle de la procédure adaptée visée à l'article L. 2123-1 du code précité.

2-2 – Durée du marché – Reconduction

Le présent CCP prend effet le **1^{er} novembre 2025** pour une durée ferme de DEUX (2) ans soit jusqu'au 31 octobre 2027.

3– Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre décroissant, les suivantes :

3-1 – Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au jour de la remise de l'offre :

- l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale,
- le code de la commande publique,
- l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique,

- le décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique,
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services passés par l'Etat (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

3-2 – Pièces particulières

- l'acte d'engagement et ses annexes, y compris financières,
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes,
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services passés par l'Etat (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- l'offre technique et financière du Titulaire,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Les originaux conservés par la CPAM de Vendée font seuls foi.

CHAPITRE 2 : EXÉCUTION DU MARCHÉ

4 – Prestations attendues

Le détail des prestations attendues sont détaillés au sein du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

5 – Représentant et correspondants du Titulaire

Dès la notification du présent marché, le Titulaire désigne un représentant chargé de le représenter auprès de la CPAM de Vendée. Il dispose des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions engageant le Titulaire conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS.

Dès notification du présent marché, le Titulaire désigne sur la base de son offre un ou des correspondants privilégiés chargé(s) de suivre et faire exécuter le présent marché.

6 – Lieux et horaires d'exécution

Le(s) lieux et horaires d'exécution des prestations sont repris au sein du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

7 – Prestations similaires

Les prestations pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires dans les conditions définies à l'article R 2122-7 du code de la commande publique. Les prestations similaires seront confiées et exécutées par le titulaire du présent marché dans les mêmes conditions que celles qui sont fixées dans le présent marché.

En outre, ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

Des marchés supplémentaires pourront être également conclus conformément à l'article R 2194-2 du code de la commande publique.

8 – Obligations et responsabilités du titulaire

8-1 – Démarche environnementale et sociétale à adopter par le Titulaire

Le Titulaire devra s'inscrire dans une démarche volontaire en matière de respect de l'environnement et décrire quelle est la politique de son entreprise en la matière, en outre quelles sont les mesures spécifiques pour prendre en compte l'impact environnemental de l'activité exercée.

De manière générale, les fournitures et prestations du présent marché doivent respecter les principes et la réglementation garantissant une gestion durable de l'environnement. Dans ce cadre, le Titulaire s'engage en cours d'exécution du marché, et ce, de manière constante, à apporter la preuve sur demande expresse de la CPAM de Vendée, que les fournitures qu'il livre répondent aux spécifications portant sur la gestion durable de l'environnement.

De même, le Titulaire déclare souscrire, pour ses recrutements, aux principes du développement durable et particulièrement à la formation professionnelle du personnel, la non-discrimination à l'emploi ou l'insertion sociale par l'activité économique.

La CPAM de Vendée souhaite en effet, dans le choix de ses prestataires, porter les valeurs de l'Institution de la Sécurité Sociale qui s'inscrivent légitimement dans les préoccupations du Développement Durable, tous champs confondus.

8-2 – Responsabilité sur les installations

Le Titulaire se déclare responsable de toutes les installations sur lesquelles il sera intervenu.

Le Titulaire est également responsable :

- des dégradations éventuelles occasionnées aux ouvrages et aménagements existants par l'exécution de ses travaux,
- des dégradations éventuelles occasionnées à du matériel appartenant à la CPAM de Vendée, par suite ou en cours de l'exécution de ses prestations,
- du matériel et des matériaux qu'il a déposés, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des locaux de la CPAM de Vendée.

8-3 – Responsabilité à l'égard de son personnel

Le Titulaire est seule responsable des infractions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre la CPAM de Vendée en cas de condamnation encourue par lui ou ses employés.

Le Titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Le Titulaire atteste que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard du Code du Travail.

9 – Documentation - Langue

Toute documentation du Titulaire produite dans le cadre de ses prestations est remise sur support papier ou par voie électronique et en langue française.

Toute prestation impliquant une modification de la documentation se traduit par une mise à jour systématique de la documentation, qui doit être remise par le Titulaire dans les meilleurs délais et sous un mois maximum à compter du terme de la prestation concernée.

Toute modification, adjonction, suppression, apportée à la documentation remise par le Titulaire doit faire l'objet d'une identification expresse, immédiate et exploitable par la CPAM de Vendée.

10 – Règlement Général sur la Protection des Données

L'exécution des marchés peut placer le Titulaire dans une situation de sous-traitance vis-à-vis de la CPAM de Vendée au sens de la réglementation relative à la protection des données personnelles (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 / Loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

En effet, est qualifiée de sous-traitant « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données pour le compte du responsable du traitement » (article 4 RGPD).

Le nouveau Règlement Européen de Protection des Données Personnelles (RGPD), entré en vigueur le 25 mai 2018, est venu fixer de nouvelles obligations pour les sous-traitants et notamment (article 28 et s. RGPD) :

- Prendre les mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD (exemple : niveau de sécurité adapté, afin de garantir l'intégrité ou la confidentialité des données ; article 32 RGPD) et garantisse la protection des droits des personnes ;
- Ne traiter les informations que conformément aux instructions de la CPAM de Vendée, y compris en ce qui concerne les transferts de données en dehors de l'Union Européenne ;
- Veiller, à ce que le personnel traitant les données soit tenu à la confidentialité ou soit soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- Fournir, le cas échéant, à la CPAM de Vendée ou toute autorité d'enregistrement désignée, la liste exhaustive du personnel accédant aux données ;
- Apporter l'aide à CPAM de Vendée, en fonction de la nature du traitement, pour qu'elle s'acquitte de l'ensemble de ses obligations (obligations vis-à-vis des droits des personnes concernées, de la sécurité du traitement, etc ; Chap III RGPD, articles 32 à 36 RGPD) ;
- Mettre à disposition de la CPAM de Vendée toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections et contribuer à ces audits ;
- Permettre à la CPAM de Vendée de gérer toutes les obligations relatives à l'exercice des droits ;
- Informer CPAM de Vendée de toute instruction qui pourrait constituer une violation des dispositions du RGPD et de la loi dite « informatique et libertés » modifiée (Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés telle que modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018) ;
- Notifier à la CPAM de Vendée, dans les meilleurs délais, toute suspicion de violation de données, accidentelle ou non, traitées pour son compte dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance afin qu'elle puisse respecter ses obligations (article 33 RGPD). Il est convenu entre la CPAM de Vendée et le Titulaire que toutes les interventions qui seront effectuées par ce dernier auront lieu sous couvert de l'anonymisation des données grâce à des scripts fournis par ledit Titulaire et que la CPAM de Vendée s'engage à utiliser) ;
- Tenir un registre de toutes les catégories d'activité de traitement effectuées pour le compte de la CPAM de Vendée (article 30.2 RGPD).

Dans l'hypothèse où le Titulaire aurait lui-même recours à de la sous-traitance pour une ou diverses missions que la CPAM de Vendée lui aurait confiées, et sous réserve qu'elle l'ait préalablement et formellement autorisée, la CPAM de Vendée rappelle que lesdits sous-traitants sont tenus aux mêmes obligations précitées.

Le Titulaire demeure cependant pleinement responsable de l'inexécution de leurs obligations.

Ces dispositions ne remettent aucunement en cause l'ensemble des obligations contractuelles spécifiées au sein du marché qui lie le Titulaire à la CPAM de Vendée et notamment celles relatives :

- Au sort des données que traite le Titulaire pour le compte de la CPAM de Vendée (suppression, destruction, retransmission de ces données) ;
- Aux règles relatives à la confidentialité.

11 – Politique de sécurité de la CPAM de Vendée

11-1 – Confidentialité

1. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés, modifiée, et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des Parties s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du présent marché,
- ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du présent marché,
- ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du présent marché,
- ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

3. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du présent marché,
- les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

4. Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent marché et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent marché et pour quelque cause que ce soit.

Entre outre, le non-respect de cette clause conduit à la résiliation de plein droit et sans indemnité du présent marché.

Aussi, avant le début de l'exécution de la prestation, un document dénommé « Engagement de Confidentialité » définissant les obligations et responsabilités du Titulaire en matière de confidentialité et de protection des informations auxquelles il aura accès sous quelque forme que ce soit, sera complété et signé par les deux parties (annexe 6 de la présente convention). Cette pièce fait partie des pièces contractuelles.

11-2 – Disponibilité

Tout dysfonctionnement intervenant pendant l'exécution de la prestation, qu'il ait pour origine une manipulation involontaire ou un défaut du matériel utilisé, sera signalé à la CPAM de Vendée, via les numéros d'appel qui figureront au plan de prévention qui sera signé dès notification du présent marché. En parallèle du plan de prévention, le dysfonctionnement sera également signalé aux services de la CPAM de Vendée, en charge du suivi du présent marché.

En cas d'interruption prolongée des moyens de fonctionnement de la CPAM de Vendée (alimentation électrique, réseau informatique, etc...) au fait du Titulaire, entraînant une perte d'activité de la CPAM de Vendée, l'indemnisation du préjudice subi par la CPAM sera à la charge du Titulaire.

11-3 – Intégrité

Toute utilisation d'information, propriété de la CPAM de Vendée, par acte de malveillance, appropriation, modification ou falsification, est répréhensible.

En cas de non-respect du critère d'intégrité de l'information, les contrevenants s'exposent aux poursuites pénales prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquels la CPAM de Vendée ou la personne affectée peut prétendre.

En outre, le non-respect de cette clause conduit à la résiliation de plein droit et sans indemnité du présent marché.

11-4 – Preuve (relevé de présence du personnel du Titulaire)

Sans objet.

12 – Sous-traitance

La sous-traitance doit être réalisée conformément aux dispositions des articles R.2193-1 à R.2193-22 du Code de la Commande publique.

13 – Prix

13-1 – Nature et contenu des prix

Les propositions financières du Titulaire seront réputées comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations prévues dans le présent marché.

Les prix forfaitaires sont ceux repris dans l'acte d'engagement.

13-1 – Révision des prix

Les prix forfaitaires repris dans l'acte d'engagement sont réputés ferme pour la durée du marché et non révisable.

Aucune révision du montant ne sera effectuée pendant la durée du marché.

14 – Facturation

14-1 – Facturation

Les règlements font l'objet, après service fait, d'un paiement définitif, sur présentation d'une facture établie par le Titulaire.

Les prestations seront réglées TRIMESTRIELLEMENT selon le nombre d'ateliers de formation dispensé durant le trimestre échu.

Les Sommes dues en exécution du présent marché seront payées en EUROS par virement bancaire de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Vendée, déduction faite des éventuelles pénalités.

Les pénalités dont le Titulaire serait redevable au titre des dispositions de l'article 11 de la présente convention seront déduites du montant TTC de la facture.

Article 14-1-1 – Modalités de transmission des factures

Les factures seront adressées :

Par voie dématérialisée via l'application Chorus Pro.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse suivante : <http://chorus-pro.gouv.fr>

Le numéro de SIRET qui identifiera la CPAM de Vendée en tant que destinataire de la facture est : 786 448 027 00031

Le Titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro sera refusé.

Tout autre mode de transmission des factures est refusé (mail, fax, ...).

Article 14-1-2 – Modalités de présentation des factures

La facture comporte obligatoirement les mentions suivantes :

- les noms et adresses du Titulaire,
- les références du n° du présent marché,
- le numéro de compte postal ou bancaire du Titulaire, tel qu'il est précisé au présent CCP - le lieu et la désignation des prestations,
- le montant total hors taxe, la TVA et le montant TTC de la facture,
- la date de facturation,
- pour les banques étrangères : le numéro de banque intracommunautaire.

Application de la taxe à la valeur ajoutée : Les montants des Sommes versées au Titulaire sont calculés en application du taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

Les règlements seront effectués au crédit du compte ouvert (remplir ci-dessous et joindre un RIB original) :

- au nom de :
- banque (nom et code) :
- sous le numéro :
- code guichet :
- clé :
- Adresse :

Ou Codes BIC / IBAN pour les virements européens :

(en cas de groupement solidaire, indiquer les références du compte bancaire et le cas échéant, joindre à l'offre les références du compte bancaire des autres membres du groupement en cas de demande de paiement sur des comptes séparés).

14-2 – Délai global de paiement et Intérêts moratoires

Les sommes dues au Titulaire, seront payées dans un délai global de 30 jours. Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la facture par la CPAM de Vendée sous réserve de service fait.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par la CPAM de Vendée en application du présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et de l'indemnité pour frais de recouvrement prévus à l'article L.2192-13 portant partie législative et à l'article R.2192-31 et à l'article D.2192-35 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1er jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage (article L.2192-13 du code de la commande publique renvoyant à l'article R.2192-31).

En cas de retard de paiement une indemnité forfaitaire de 40 € (article D.2192-35 du code de la commande publique) pour frais de recouvrement doit s'ajouter systématiquement aux intérêts moratoires.

Le délai de paiement sera suspendu dans les cas suivants :

- si la facture fait l'objet d'un rejet motivé de la part du pouvoir adjudicateur,
- en cas de changement dans l'identification de l'entreprise titulaire (raison sociale, coordonnées bancaires etc...) tant que les pièces justificatives correspondantes n'auront pas été transmises.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement doivent être payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal (article R. 2192-36 du code de la commande publique).

15 – Avance forfaitaire

Il n'y aura pas de versement d'avance forfaitaire.

16 – Cession - Nantissement

Les créances nées ou à naître dans le cadre du présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R. 2191-45 à R. 2191-63 du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R. 2191-62 du Code de la commande publique est le Directeur Comptable et Financier de la CPAM de Vendée ou son représentant habilité.

17 – Pénalités

Les pénalités seront notifiées au Titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, et directement déduites de l'échéance de règlement la plus proche.

Par dérogation à l'article 14-1-3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues quel que soit leur montant.

Les pénalités sont cumulables entre elles.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées selon les dispositions suivantes :

17-1 – Pénalités pour travail dissimulé

En cas de non-respect du protocole sanitaire mise en place par la CPAM de Vendée (cf. article 21 du présent CCAP) et entraînant un retard dans l'exécution des prestations, le titulaire se verra appliquer les pénalités suivantes : 50 € par heure de retard ou 150 € par jour de retard.

17-2 – Pénalités pour non-respect du planning validé

En cas de non-respect du planning de tenue des ateliers de formation conformément à l'article 4 du CCTP, le titulaire se verra appliquer la pénalité de 100 € par semaine de retard.

CHAPITRE 4 : AUTRES DISPOSITIONS

18 – Assurances

Avant tout commencement d'exécution du marché, le Titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code Civil ainsi qu'au titre de la responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné dans le cadre de l'exécution du marché.

19 – Changement dans la situation du Titulaire

Tout changement dans la situation du Titulaire doit être porté à la connaissance de la CPAM de Vendée.

19-1 – Changement sans création d'une nouvelle personne morale

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec avis de réception à la CPAM de Vendée. Cette notification doit être appuyée selon les cas, soit du nouveau RIB, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale, soit d'une copie de l'extrait du journal d'annonces légales.

19-2 – Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire...), il convient d'établir une modification actant le transfert du marché au nouveau Titulaire. Des documents tels qu'un exemplaire du journal d'annonces légales, un nouveau RIB seront à fournir.

La CPAM de Vendée vérifie que le nouveau titulaire dispose des moyens financiers, techniques et professionnels lui permettant d'assurer la continuité du marché. Elle s'assure de la production des documents prévus aux articles

R2143-3 à R2143-12 décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

20 – Situation fiscale et sociale

A compter de la notification du marché, le Titulaire s'engage à fournir à la CPAM de Vendée, tous les 6 mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations sociales et fiscales,
- une attestation sur l'honneur arguant de la réalisation du travail par des salariés régulièrement employés au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail,
- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis).

21 – Lutte contre le travail dissimulé

Conformément à l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, si le titulaire ne s'acquiesce pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du Travail, des pénalités d'un montant égal à 5 % du montant hors taxes du marché (montant

consommé par l'organisme) lui seront infligées sous réserve qu'elles n'excèdent pas celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

La CPAM de Vendée informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail, enjoindra aussitôt de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure devra apporter, à la CPAM de Vendée, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse.

La CPAM de Vendée transmettra, sans délai, à l'agent auteur du signalement les éléments de réponse communiqués par le titulaire ou l'informera d'une absence de réponse.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai mentionné par la CPAM de Vendée, ce dernier en informera l'agent auteur du signalement et pourra appliquer les pénalités prévues par le présent marché ou résilier le contrat sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

22 – Résiliation

Le présent marché pourra faire l'objet d'une résiliation dans les conditions fixées au chapitre 7 du CCAG-FCS.

22-1 – Résiliation aux torts du titulaire

La résiliation pourra être prononcée pour faute unilatéralement et sans indemnité dans les conditions de l'article 41 du CCAG-FCS, et notamment :

- En cas de non-respect des dispositions contractuelles générales dans le cadre de l'exécution des prestations ;
- En cas de non-respect des articles 12.1 et 12.3 du présent CCAP relatifs à la confidentialité et à l'intégrité ;
- En cas de non-respect des obligations de respect des données personnelles décrites à l'article 11 du présent CCAP ;
- En cas de non-respect de l'obligation d'information de changement de situation prévue à l'article 21 du présent CCAP ;
- En cas de manquements aux formalités mentionnées aux articles L 8221-3 à L 8221-5 du Code du travail ;
- En cas d'inexactitude ou de refus de produire les documents et renseignements mentionnés aux articles R 2143-7 à R 2143-10 du Code de la commande publique.

Tout autre cas de résiliation aux torts du Titulaire est prévu par l'article 41 du CCAG-FCS

La décision de résilier le présent marché aux torts du Titulaire est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec avis de réception, elle mentionne la date à laquelle la résiliation prend effet.

Dans les cas prévus à l'article 41.2 du CCAG-FCS, une mise en demeure préalable, assortie d'un délai d'exécution est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et précise le manquement aux obligations contractuelles et mentionne la sanction envisagée. Si la mise en demeure est infructueuse, le présent marché est résilié par la CPAM de Vendée aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

De plus, la CPAM de Vendée se réserve le droit de passer, aux frais et risques du Titulaire, un marché pour l'exécution de tout ou partie des prestations non réalisées dans le cadre du présent marché, dans les conditions de l'article 45 du CCAG-FCS.

22-2 – Résiliation du fait de la CPAM de Vendée

Le présent marché peut être résilié, à tout moment, à la seule initiative de la CPAM de Vendée et en l'absence même de faute du Titulaire, si :

- le Titulaire se trouve dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure ;
- la CPAM de Vendée rejette l'augmentation des tarifs telle que défini à l'article 15.2.2 (clause de sauvegarde) du présent CCAP ;
- une procédure nationale ou régionale ayant le même objet est lancée.

La résiliation du présent marché est notifiée au Titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception, laquelle indique la date effective de résiliation. Elle n'ouvre droit à aucune indemnité.

Le délai de prévenance au Titulaire est de deux mois minimum.

La CPAM de Vendée peut également faire application des articles 39, 40 et 42 du CCAG-FCS.

23 – Litiges

En cas de différends et litiges, le droit français est applicable.

En cas de litige survenant dans l'exécution du présent marché et qui n'aurait pu être réglé dans le cadre des dispositions prévues au CCAG-FCS, les deux parties entendent le soumettre à la juridiction administrative compétente de la circonscription du siège de la CPAM de Vendée.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre la CPAM et le titulaire ne pourront être invoquées par cette dernière comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

23 – Evolution de la législation

Par dérogation aux articles 5.2.2 (Protection des données à caractère personnel), 6.2 (protection de la main d'œuvre) 7.2 (Protection de l'environnement) du CCAG-FCS, toute évolution législative en cours d'exécution du marché s'applique de plein droit au marché sans qu'il soit nécessaire de le formaliser par un avenant sauf :

- pour le cas où cette législation entraîne des prestations indispensables supplémentaires
- pour le cas où une disposition de la dite nouvelle législation prévoit expressément le contraire.

24 – Dérogations au CCAG-FCS

Article du CCAP	Article du CCAG-FCS	Objet de la dérogation
17	14, 14.1.3	Pénalités
23	5.2.2, 6.2, 7.2	Evolution de la législation